



Direction des systèmes d'information

2, rue Lord Byron - 75008 Paris

Tel. : 01 40 75 70 60 - Fax : 01 58 36 08 60

dsi@union-habitat.org

NOTE

Date : 25 juin 2008

A l'attention de : ARCEP

Objet : Réponse à la consultation publique sur la mutualisation de la partie terminale des réseaux en fibre optique

I - Principes généraux

Nous sommes favorables au principe de la mutualisation et à toutes dispositions qui limitent au maximum le nombre de réseaux et le nombre d'opérateurs devant intervenir dans les immeubles.

Nous considérons que la fourniture du service par un opérateur à un locataire client doit s'effectuer sans intervention du bailleur, selon le modèle qui a prouvé son efficacité avec l'ADSL. En conséquence, nous sommes défavorables à toute solution conduisant à installer dans l'immeuble des équipements techniques partagés entre les opérateurs. Il est indispensable que ces équipements, comme dans le cas des NRA de l'ADSL, soient placés en dehors de l'immeuble, voire de l'ensemble immobilier dès lors qu'il dispose d'une protection périmétrique soumise à un contrôle d'accès (résidentialisation).

Le principe d'un opérateur d'immeuble devant passer une convention avec le propriétaire ou la co-propriété et s'engageant à mettre en œuvre la mutualisation avec tout autre opérateur qui le demande nous paraît utile.

Nous restons cependant actuellement interrogatifs sur la réalité de la mutualisation, dans la mesure où aucun engagement réel et contractuel n'a jusqu'à maintenant été passé à notre connaissance entre deux opérateurs concernés.

Chacun affiche sa bonne volonté pour mutualiser vis-à-vis des gestionnaires d'immeuble, mais aucun ne nous a jamais confirmé l'accord de l'un ou l'autre de ses concurrents sur les conditions qu'il serait en mesure de lui proposer pour accéder à l'infrastructure qu'il aura construite dans un immeuble.

C'est pourquoi, considérant qu'il ne nous appartient pas de rentrer dans les négociations techniques ou commerciales entre les opérateurs, nous attendons une disposition qui nous assure ainsi que nos locataires, du caractère effectif de la mutualisation.



Nous proposons donc, comme cela a été fait avec succès pour le portage de numéro dans la téléphonie mobile, que les clients des opérateurs soient assurés, par une disposition législative ou réglementaire, de disposer de l'offre de leur choix dans un délai garanti, par exemple de 2 mois.

Enfin, certaines collectivités s'engagent dans le déploiement de réseaux FTTH confiés à des opérateurs qui ne seront pas connectés à des réseaux de communication à très haut débit ouverts au public mais mettront leur réseau à disposition de tels opérateurs. Les dispositions prévues dans ce projet de convention devraient également être appliquées, dans la mesure où la mutualisation doit aussi s'appliquer pour que le bailleur ait la garantie que l'infrastructure posée soit effectivement utilisée par les opérateurs de service.



II - Réponses détaillées

Question 1. *Les acteurs sont invités à apporter leurs commentaires sur les responsabilités qui incombent à l'opérateur d'immeuble, notamment pour les raccordements palier (les modalités de mise en oeuvre sont discutées dans la section suivante).*

Il nous apparaît préférable que l'opérateur d'immeuble soit responsable de ce raccordement palier, quel que soit l'opérateur commercial qui en fait la demande pour son client dans l'immeuble.

Il serait souhaitable que ce raccordement soit effectué dans un délai imposé qui garantisse au client final la délivrance rapide du service par le nouvel opérateur.

Nous proposons un délai maximum de 2 mois à partir de l'accord du client au nouvel opérateur pour que le service soit effectif, à charge pour les opérateurs de régler les questions techniques, administratives et commerciales entre eux.

Il s'en suivra que l'opérateur d'immeuble devra assumer les conséquences de ses choix au moment de la pose de l'infrastructure, en arbitrant entre ce qu'il décide d'installer lors de sa première intervention et ce qu'il préfère effectuer ultérieurement « au coup par coup ».

Question 2. *Les acteurs sont invités à apporter leurs commentaires sur le fait que l'opérateur d'immeuble soit propriétaire de l'intégralité de la fibre déployée dans l'immeuble.*

Remarque préliminaire : Dans le texte précédent il est fait état de « l'arrivée jusqu'à la première prise optique de l'abonné » : ce texte devrait être modifié dans la mesure où le modèle du réseau interne du logement actuellement admis par tous repose sur un câblage Ethernet (+ coaxial éventuellement) et qu'il n'a jamais été question d'un câblage en fibre optique de plusieurs prises. En conséquence, il faudrait parler de l'arrivée « jusqu'au boîtier de raccordement usager » ou « jusqu'à une prise », quand il n'existe pas de réseau interne au logement.

Que l'opérateur soit propriétaire de l'intégralité de la fibre ne pose pas de problème si la mutualisation est effective (nécessité de fixer un délai pour la mise à disposition d'un autre opérateur quand un client le demande).

A noter que la situation des infrastructures d'accueil peut être différente. Si elles sont déjà existantes, elles peuvent être déjà propriété de l'immeuble. Il faudrait prévoir que si elles sont posées par l'opérateur, elles puissent rester propriété de l'immeuble.

Question 3. *Considérez-vous que le boîtier de brassage doit être posé systématiquement par le premier opérateur, en particulier dans le cas du multifibre ou qu'il peut n'être installé qu'à la demande d'un opérateur tiers (si oui, dans quelles conditions) ?*

Il ne nous appartient pas de décider de la stratégie d'investissement des opérateurs. Par contre, les modalités techniques et commerciales doivent être décidées entre eux pour atteindre la réalité de la mutualisation.

De notre point de vue, il est nécessaire de fixer un délai (par exemple de 2 mois) qui s'impose aux opérateurs (celui de l'immeuble et l'opérateur entrant) pour assurer au client la connexion au réseau de l'opérateur de son choix dans un temps raisonnable.



Question 4. *Quelle capacité doit prévoir in fine le boîtier de brassage ? Le dimensionnement du boîtier peut-il être modulaire, ou doit-on prévoir le nombre final d'opérateurs initialement ?*

On ne peut pas présager de l'évolution du marché et il se pourrait que dans un immeuble de grande taille un nombre significatif d'opérateurs puissent être concernés.

Cela renforce l'intérêt d'éviter que le point de mutualisation soit situé trop près des immeubles de façon à limiter les interventions d'une part et la multiplication des équipements.

Question 5.

Non concernés.

Question 6. *Le schéma proposé pour les processus d'intervention dans les immeubles vous semble-t-il convenir ? Que pensez-vous de sa variante ? Les acteurs sont invités à proposer des modifications ou des précisions dans le schéma proposé.*

Toutes les opérations effectuées dans les parties communes de l'immeuble (jarretièrage si le point de raccordement est dans l'immeuble et branchements paliers) doivent de notre point de vue être effectuées sous la responsabilité de l'opérateur d'immeuble qui est le seul à avoir signé la convention avec le bailleur.

Par contre si le point de raccordement est en dehors de l'immeuble, les opérateurs peuvent choisir les modalités de leur choix. De même pour le RV pour l'installation à l'intérieur du logement, dans le cas où il n'y a pas d'intervention sur les paliers.

Question 7.

Non concernés.

Question 8.

Non concernés.

Question 9. *Les acteurs sont invités à formuler leurs remarques sur le document de convention type annexé à la présente consultation (fichier [convention-type-consult-ftthmai08.pdf]).*

Cf. notre réponse séparée, spécifique à la convention-type.

Question 10.

Non concernés.

Question 11. *Quelles sont les contraintes liées à l'implantation d'un point de mutualisation en pied d'immeuble, en termes de caractéristiques techniques, d'installation, d'accès ?*

Cf. Principes généraux et notre réponse à la question 6.

Les motivations de notre opposition à l'implantation de point de mutualisation à l'intérieur de l'immeuble sont principalement le souci de limiter les interventions à l'intérieur de l'immeuble pouvant engager la responsabilité du bailleur et provoquer des nuisances liées aux allers-venues.

De plus cela nécessiterait la mise à disposition d'un local par le bailleur et la sécurisation de cet espace ainsi que son équipement électrique éventuel.



Question 12.

Non concernés.

Question 13. *Quelles sont les contraintes opérationnelles liées à la mutualisation en pied d'immeuble, par rapport à une mutualisation plus en amont ? La mutualisation en pied d'immeuble génère-t-elle ou non de l'inefficacité dans la gestion du réseau ?*

Cf. notre réponse à la question 11.

Question 14.

Non concernés.

Question 15.

Non concernés.

Question 16.

Non concernés.